

L'économie solidaire et la nouvelle centralité du travail associé: por pensée une alternative aux capitalisme

« L'initiative et le pouvoir de décision sur le développement, loin d'être de la compétence exclusive de l'Etat et des élites économiques, doit résider dans la société civile. Face, en particulier, aux effets d'inégalité et d'exclusion du modèle conventionnel de développement, les acteurs de la recherche d'alternatives, doivent être les communautés marginalisées qui sont les objets et non pas les sujets déclarés des programmes de développement. Dans ce sens, la théorie propose comme acteurs centraux du développement les sujets collectifs, c'est-à-dire les communautés organisées qui s'efforcent d'aller de l'avant. »

Boaventura de Souza Santos, dans Produzir para viver. Os caminhos da produção não capitalista

La crise organique des formes salariales survenue au XXème siècle forge la naissance de potentialités et d'expérimentations sociales diffuses qui, à leur tour, ouvrent un champ de conflits aujourd'hui unifié par le parapluie de l'économie solidaire. Que ce soit dans des bases d'occupation de réforme agraire, dans des entreprises autogérées, dans des expériences de coopératisme populaire, les travailleurs salariés, précarisés et marginalisés puisent un potentiel dans la mise en place de nouvelles politiques de revenu et de développement. Un horizon pratique de transformations sociales à explorer par un nouveau bloc social et technique de la classe laborieuse, s'ouvre, bien que la construction de cette force sociale qui soutient les processus de lutte de l'économie solidaire, reste marquée par d'importantes divisions de moyens, de culture et d'organisation.

L'économie solidaire et populaire apparait comme une façon de renouer avec d'innombrables expériences du mouvement des classes de travailleurs au coeur de la crise d'hégémonie du capitalisme mondial. Dans leur quête de reconstruction de

paradigmes d'émancipation, les aspirations de liberté et d'égalité se conjuguent par la remise en valeur de l'autonomie et de la coopération horizontale entre citoyens et citoyennes, producteurs et reproducteurs de la richesse matérielle et immatérielle dans les différentes sociétés.

La plupart des actions et projets existant de l'économie sociale et solidaire sont parvenus à étayer les réseaux et politiques locales sous forme d'activités économiques comme la récupération et le recyclage, l'artisanat, la pêche, l'agro-industrie et les services avec un appui plus ou moins grand de gestionnaires publics et municipaux. Cependant, le répertoire et les initiatives demeurent liés à des contextes immédiats de pauvreté et à des stratégies de survie de collectivités populaires dans des tentatives de tirer de l'ombre des groupes et initiatives qui visent à rejoindre le « circuit inférieur de l'économie ».

Afin de consolider et d'élargir ces initiatives, de sorte qu'elles puissent affronter une gamme de défis englobés dans les politiques publiques de travail, il convient d'approfondir le débat sur la stratégie en cours. Pour ce faire, nous croyons à une approche qui prend en compte les rapports entre ce qui est défini comme un travail immatériel, la précarisation du travail et l'économie de reproduction familiale. Cette ample relation requiert une connexion entre le gigantesque segment du cognitariat (prolétariat précarisé issu de la scène du post-fordisme) et les nouvelles dynamiques de l'intelligence collective du travail en réseau, qui incluent le cognitariat (prolétariat de la connaissance).

Le défi

L'économie solidaire doit fournir des réponses au thème central du travail formel, autonome, précaire et diffus, de ce que nous appelons le précarariat qui doit être traité comme un sujet d'agencement socio-politique et culturel alternatif. Il s'agit de définir une stratégie émancipatoire qui produit des effets en réseau, de façon à élargir la connexion du micro, de l'informel et de l'autonome avec la nouvelle puissance productive basée sur

l'intelligence collective du travail immatériel (intensif en information, communication et subjectivation) .La stratégie alternative doit être opérée à l'aide de logiques coopératives et associatives, ancrées en réseaux et d'alliances qui partent du local au global.

La réalisation de cette tâche doit tenir compte de la résistance collective qui émerge des stratégies de coopération productive à l'épreuve, dans ce moment de rupture et de crise du régime d'accumulation. C'est pourquoi, le retour des pratiques historiques de coopératisme et d'auto-gestion en tant qu'organisation de la plate-forme d'économie solidaire, représente un jalon dans l'unification des luttes sociales et radicalise la relation entre démocratie et formes autonomes de pouvoir du travail vivant.

Les nouvelles stratégies de capture de la plus-value sociale par le capital déterritorialisé sont confrontées à une nouvelle dynamique de résistances, un quasi-projet politique de construction d'alternatives, qui souligne le besoin d'autonomie du travail par la voie de l'association et de la coopération. Cette résistance associe la mise en place de réseaux sociaux-productifs et d'entreprises collectives avec la reterritorialisation des initiatives, par la pression pour des ressources et actions publiques et par la construction de liens et de chaînes productives territorialisées.

Il faut prendre en considération l'apparition de sphères publiques non-gouvernementales et les formes de démocratie directe avec des fonctions de gestion et de propriété sociale, publique, coopérative et autogestionnaire; ce sont des facteurs qui s'inscrivent dans la radicalisation des liens avec la démocratie représentative. Dans les relations entre économie et politique, le projet de construction d'une alternative de développement doit se faire par la centralité du travail vivant associé à la constitution des projets politiques émancipatoires.

La crise du système monde et les métamorphoses du travail

Avec la dégradation socio-environnementale, les risques systémiques de crise des processus spéculatifs et ceux de fraudes financières, les problèmes de l'agenda mondial sont devenus complexes. A ces questions, s'ajoutent les problèmes biopolitiques du chômage, de la violence sociale, du narcotrafic et des guerres localisées. Les questions sur les effets pervers de l'expansion de la matrice de production et de la consommation de biens durables et aussi sur les retombées des menaces liées aux ressources hydriques et aux processus de réchauffement global et enfin les problèmes d'urbanisation accélérée se conjuguent avec la faim et les inégalités en progression dans différentes régions de la planète. L'agenda du développement devient réellement mondial et exige un énorme effort de reconstruction de structures, d'organisations et des mouvements d'envergure internationale.

L'état actuel des conflits sociaux montre le besoin d'élargir la sphère publique au moyen de dynamiques de coopération et de mobilisation démocratique et productive dans les réseaux et territoires. Il faut disputer la gestion sociale collective des formes de reproduction de la vie. Le combat pour le développement des droits individuels et collectifs, les luttes sociales du travail et les autres formes de contestation sont directement liées à l'hégémonie du capital dans le processus de production.

Les luttes historiques par association, coopération, contrôle, autonomie, autogestion et organisation directe du travail sont marquées par le défi de construire de nouvelles formes institutionnelles dans la politique et dans la dimension juridique et normative. La citoyenneté du travail occupe le centre de la dispute pour la direction matérielle et symbolique des formes institutionnelles et politiques, de même que pour l'appropriation des conditions et des fruits du travail comme richesse sociale publique. L'économie solidaire du travail apparaît comme la plus vive et concentrée expression de cet effort de retrouver le potentiel transformateur du travail vivant, à partir de la pratique coopérative et solidaire des classes populaires. Le coopératisme populaire au Brésil représente sa forme de manifestation pratique immédiate qui se traduit en d'innombrables efforts de définition et de luttes pour une reconnaissance institutionnelle,

face aux gouvernements sous-nationaux. Il est également compris comme une nouvelle technologie sociale, étant donnée la diffusion des Incubadoras Tecnológicas de Cooperativas Populares « Incubatrices Technologiques de Coopératives Populaires » (ITCP) dans les universités, qui s'efforcent de soutenir la création et de qualifier les entreprises solidaires par des formes pédagogiques issues de l'éducation populaire.

Problèmes pour une nouvelle transition productive

La transition productive basée sur l'autonomie du travail vivant est une des forces propulseuses de la constitution de forces sociales collectives capables de consolider les liens entre la démocratisation ample et radicale des processus politiques et la socialisation des moyens et modes de production et de reproduction de la richesse. Le travail informel diffus des masses, la petite production urbaine et rurale, les formes de travail salarié et les formes qualifiées de travail immatériel et complexe, sont traversés par un triple système de contradictions :

1. Possession et propriété des moyens sociaux de production ;
2. Formes de commandement et de contrôle des processus directs de gestion du travail ;
3. Formes de distribution, appropriation et consommation liées aux problèmes de l'excédent et du cycle monétaire du capital. Des formes distinctes et des moyens historiques de production ayant leurs relations organisationnelles du réseau d'entreprises.

Le fait que l'économie solidaire est un jalon politique de radicalisation des relations entre la démocratie et les formes du pouvoir coopératif du travail vivant, explique, pour une grande part, l'actuelle priorité donnée au secteur de l'économie populaire, en ouvrant un terrain de dispute pour la transition productive alternative à la réorganisation néo-libérale globale.

Au Brésil, les forums et réseaux autonomes d'entreprises, les centres de travail et de revenu, les incubatrices technologiques, les programmes d'insertion productive, les nouveaux secrétariats et départements d'économie solidaire des gouvernements des états et municipalités, les agences de développement locales et les groupements productifs locaux font tous partie de la construction institutionnelle de sphères, actions et projets. Bien que gagnant en expression, ce processus ne s'est pas encore constitué en force productive sociale ni en secteur de l'économie capable de disputer la forme et le résultat de l'excédent social. Cela dénote le besoin de priorité d'accès à des fonds et sphères publics, par la dispute des quasi-politiques et programmes de façon à établir des politiques publiques qui permettraient le saut vers la constitution d'un nouveau secteur de l'économie à l'échelon national, régional et local.

La nouvelle centralité du travail comme projet politique, dépend de l'articulation des sujets politiques comme sujets de droits, ce qui se pose comme question transversale dans le système international. Dans le cas brésilien, les processus de reconnaissance de droits (terre et culture) par des actions réparatrices pour les populations « traditionnelles » comme les Indiens et les *Quilombolas*¹, les politiques d'action affirmative pour les femmes, les jeunes et les descendants d'Africains, alliées à la lutte pour une justice socio-environnementale et à des plans gestionnaires participatifs pour les villes, ont constitué un terrain fertile au développement d'actions, quoiqu'insuffisantes, de formation professionnelle et d'activités productives insistant sur l'économie solidaire. Face au blocage des mécanismes des réformes urbaine et agraire, on remarque dans les agendas des mouvements des sans-abri et des sans-terre, l'insertion d'exigences de politiques publiques distinguant la génération de travail et de revenu par la formation professionnelle, à partir d'actions productives coopératives.

La culture comme force productive sociale

¹ Esclaves en fuite réfugiés dans des villages reculés qui les abritaient. Leurs descendants aujourd'hui (NdT)

Les processus d'interpénétration culturelle dans l'économie monde du capitalisme historique, subissent des tensions nouvelles en raison de la pression standardisante du marché et des profils de consommation, ainsi que de l'industrie culturelle et de la communication de masse réalisée par des réseaux mondiaux. En même temps, la diversité et les particularités culturelles se manifestent de toute part en produisant des effets contradictoires de pulvérisation et de morcellement parallèlement à des gains réels de reconnaissance pour les peuples, groupes et nations.

Les grandes puissances industrielles et financières ne produisent pas que des marchandises mais aussi des subjectivités qui sont une force sociale de travail immatériel à commander les réseaux de production. L'espace de la communication apparaît au centre des fonctions qui organisent le territoire, les flux et les relations interactives de l'ordre mondial globalisé. Les implications en seront décisives pour les stratégies en réseaux des forces sociales et politiques du travail, lorsque celles-ci rechercheront les formes supérieures de coopération autonome au dehors et au delà de la domination du capital.

Les forces du travail intégrées aux réseaux de commandement et de production de capital, peuvent seulement interagir avec les secteurs les plus vulnérables et exclus, au moyen de stratégies qui s'approprient et restreignent le potentiel de coopération productive et délimitent les droits d'insertion citoyenne. Dans cet espace de formes diverses de domination, prennent place les dimensions contradictoires du travail vivant et les potentialités de construction d'une plate-forme unifiée de luttes de classes subalternisées. Si la valorisation du capital traverse le territoire et préside au fonctionnement des réseaux en drainant les résultats du travail vivant, la centralité du travail naît de l'autonomie elle-même de la coopération productive, ou plutôt de la demande d'une nouvelle subjectivité qui répondrait aux conflits sociaux et qui traduirait une reconquête des droits du travail. Bref, une forme populaire et solidaire de traiter l'économie.

Dans le contexte géopolitique et dans la perspective du cycle d'accumulation, nous pouvons remarquer que l'hégémonie dépend d'un concept de puissance dans lequel le modèle d'organisation, l'accumulation de capital et les formes culturelles de production et de consommation sont déterminés par le pouvoir sur les réseaux de production de la connaissance et de la communication.

L'accès aux forces productives et aux langages de ces chaînes productives émergentes, de même qu'à la culture des processus d'organisation en réseau, devient donc une condition de dispute du pouvoir générateur de richesses dans l'ère de l'économie de la communication. Dans le cas brésilien, les luttes pour l'adoption du logiciel libre et pour le développement local, installent un dialogue initial avec le champ d'action de l'économie solidaire. Nous sommes pourtant loin de définir un rapport direct entre inclusion sociale, inclusion numérique et économie solidaire dans les différents territoires. Ce serait un critère requis pour empêcher que ne s'approfondisse le fossé qui sépare les travailleurs immatériels du cognitariat en réseau et les foules dispersées sur les territoires, ce qui concerne particulièrement les actions liées à la jeunesse urbaine.

Le nécessaire débat sur la nouvelle centralité du travail, peut gagner une forte impulsion si l'économie solidaire articule la mobilisation démocratique des territoires, sans permettre la séparation entre qualification professionnelle, construction de chaînes productives locales et inclusion numérique. La stratégie de construction politique du travail associé en coopératives populaires, en réseaux de micro entrepreneurs unis et en entreprises autogestionnaires peut ainsi aboutir à un nouveau rang d'autonomie politique et à une articulation des actions de citoyenneté et de pratiques productives.

Nouveaux territoires productifs

Dans les nouveaux territoires de l'économie monde, il faut garder vivantes les formes de coopération sans lesquelles le régime capitaliste lui-même serait condamné à sa fin. C'est alors que s'ouvre un jeu contradictoire d'offres et de connexions, de liaisons et d'interactions, d'engagements et de liens qui font du consommateur, du client et de l'utilisateur une partie du processus de production en soi. Les interactions dans le cyberspace, à l'instar d'internet, produisent une nouvelle dialectique entre coopération et compétition. Il se trouve que, au dedans de ces nouveaux processus d'accumulation, le poids de l'appropriation symbolique et culturelle dépend de plus en plus de la productivité intellectuelle du nouveau travailleur collectif diffus. La consommation productive incorpore la puissance de travail du précaire/ cognitariat, tandis qu'elle traverse les nouvelles formes mercantilisées de reproduction sociale.

C'est cependant par l'économie solidaire que peut ressurgir, à contrecourant de la mercantilisation et de la fétichisation de la vie sociale, le travail comme question et contenu central du processus socio-productif. Dans le développement de nouvelles articulations, on peut entrevoir de nouvelles significations et de nouveaux processus, la possibilité d'étendre le projet de l'économie solidaire au delà du circuit inférieur de basse accumulation.

La mobilisation démocratique, coopérative et productive du territoire doit progresser par la création et l'appropriation d'interfaces de réseaux et de significations générés dans les formes de production virtuelles et réelles. Le travailleur collectif diffus agrandit sa perception de l'intelligence collective et y gagne en valeur comme puissance créative de subjectivité et d'imaginaire qui anime et relie production et consommation. C'est une réarticulation de la figure scindée de la classe laborieuse dans le contexte du capitalisme à l'ère de la mondialisation, manifestant un besoin de coopération pour les travailleurs situés dans des conditions variées sur la trame déterritorialisante de l'accumulation flexible.

Le capital opère dans une complexité amplifiée au delà de l'espace de valorisation inscrit dans le monde manufacturé. Etant donné que le capital est une relation sociale, ce processus s'inscrit dans l'ensemble des interactions et conflits de la sphère du travail, dans la dispute de la plus-value sociale et dans l'antagonisme des intérêts face au travail vivant qui oscille entre la précarisation et l'autonomisation.

L'apprentissage stratégique et culturel à partir des nouveaux contextes, territoires et agencements productifs, inaugure de nouveaux espaces pour les luttes sociales en défense des droits tels que celles qui naissent de l'usage politique alternatif du cyberspace et telles les formes de coopération entre acteurs sociaux visant la génération de revenu et de pouvoir hors des moyens de contrôle des grandes compagnies. Les initiatives autogestionnaires et le coopératisme populaire suivent la construction de nouveaux droits et politiques d'insertion sociale.

S'il est possible de dire que le pouvoir culturel et symbolique du travail est approprié par la nouvelle convergence des moyens techniques, dans un processus qui produit finalement une autre puissance de travail, on est forcé de discerner les conflits qui naissent de la reconnaissance de l'intelligence collective comme source principale de la richesse humaine. Cela ouvre évidemment de nouvelles possibilités d'alternatives sociales. La réflexion sur l'économie solidaire est aujourd'hui le point fort d'un projet d'autonomie productive et politique, qui part du travail mais tient compte des nouveaux facteurs culturels et organisationnels de la coopération productive et de l'intelligence collective en réseau. Les réseaux sont le nouvel espace concrétisant le travail dématérialisé, une condition nécessaire à la valorisation du capital, au moyen de laquelle il s'empare des résultats de chaînes productives mues par le travail vivant sur les territoires

matériels. Pour mettre en oeuvre cette stratégie, il nous faut mieux qualifier le thème de la recomposition de la classe travailleuse.

Composition et profil de la classe travailleuse : le sujet collectif

Les formes actuelles de précarisation et de déréglementation du travail peuvent être identifiées par des changements dans les relations de production survenues sur les terrains technique et social. Voyons-en quelques unes :

1. L'expansion de la catégorie des travailleurs indépendants (à leur compte) renforcée par celle des nouveaux travailleurs précaires/temporaires.
2. La transformation des salariés formels en « actionnaires » des nouveaux agencements entrepreneuriaux par le biais financier.
3. La constitution d'un nouveau corps de travailleurs à haute qualification faisant partie des nouveaux systèmes et réseaux de l'économie télématique et d'activités dominantes de pointe, financières et technologiques.
4. La croissance du nombre de travailleurs au chômage de façon structurelle et permanente.
5. La reconstruction des formes classiques de travailleurs occupés dans des unités domestiques

Le rapport entre ces travailleurs qui exercent la coopération et l'autonomie au sein de la nouvelle force sociale productive et les autres, indépendants et précarisés se pose dans la mesure où un entrepreneurisme social devient de plus en plus l'aspiration et la nécessité de tous les travailleurs. Dans ce mouvement, la subjectivité du travail immatériel et intellectuel collectif commence à appréhender le pouvoir du capital comme toujours plus extérieur et non nécessaire au processus de production. Du coup, on peut entrevoir que cette autonomie potentielle de l'intellectualité collective aboutit à la véritable « fabrique sociale » diffuse sur le territoire et dans les activités du tertiaire.

Les différents types de travailleurs sont concernés par la forme juridique des nouvelles modalités contractuelles. L'expression la plus manifeste en est l'informalisation associée au changement dans la durée des cycles productifs dont la diminution et l'intensité se conjuguent en divers ordonnancements technologiques et financiers sur les marchés intra et inter entreprises.

Réfléchir aux identités qui définissent les travailleurs en ce moment de transition et de restructuration des relations de production ainsi que du système de forces productives, contribue à répondre à de nombreuses questions sur les nouveaux sujets du monde du travail. Autrement dit, il aide à mieux comprendre les forces sociales capables de disputer les conditions de changement dans le régime d'accumulation, dans les modèles de développement et de croissance et dans les médiations institutionnelles, sociales et politiques.

Selon nous, dans l'optique d'une nouvelle centralité du travail, les nouvelles et nécessaires alliances politiques dépendront de la façon dont nous percevrons la réorganisation du mode de production. Il sera nécessaire de découvrir que de nouveaux clivages se produisent entre les modalités de travail et les catégories de travailleurs. De même, il faudra trouver des moyens de forcer la fluidité et la flexibilité, exigences de la restructuration, à converger vers une alternative en accord avec les intérêts des sujets collectifs du travail. Finalement, les identités du travail sont actualisées d'après les transformations des structures, dans un processus où la rupture du régime antérieur se confond avec la matérialité des nouveaux agencements. Il conviendra de comprendre également que la crise du régime salarial fordiste représente un processus de transition, donc plein d'incertitudes, ce qui rend peu raisonnable une négation complète des liens entre passé et avenir.

Le travail entrepreneur associé

Sur la scène contemporaine, la crise et la restructuration de l'économie affecte le marché du travail en accentuant la précarisation des relations, ce qui fait des politiques de soutien à des alternatives en faveur des classes populaires, une exigence sociale. La diffusion de politiques gouvernementales et de projets non-gouvernementaux axés sur la question du travail dans ce qui est appelé le secteur populaire de l'économie ou les formes de « l'économie solidaire », définit la citoyenneté et la contemporanéité d'actions alternatives, devenues nationalement significatives. En partant d'expériences nationales et internationales, les différents acteurs sociaux redéfinissent les politiques et les systèmes d'emploi ainsi que les modes de formation professionnelle et de crédit en les adaptant aux éléments structurels et conjoncturels, en rapport avec le caractère précaire et de basse accumulation de l'univers des petits et micros agents économiques.

La diffusion de systèmes de crédit, de formation professionnelle et d'information destinées aux micros entreprises, travailleurs indépendants, associations et coopératives populaires est devenue un repère dans la reformulation de stratégies de développement économique, urbain et local. Dans la plupart des cas, ces activités prétendent être une issue possible de plus contre les processus sociaux d'exclusion, en se situant sur un plan d'accès au marché. Grosso modo, ces expérimentations manifestent l'apparition d'un domaine de significations et de pratiques qui s'unifient dans la notion plurielle d'économie populaire et solidaire.

Cependant, le secteur de l'économie populaire de la thématique de la micro-entreprise occupe la scène de crise et de restructuration du modèle d'accumulation du fordisme périphérique, mais non pas dans la perspective de démocratisation du capitalisme pour les pauvres et les petits entrepreneurs. Alors, comment poser la question de l'entrepreneuriat populaire à partir du débat sur la crise de la centralité du travail face à un processus, qui se traduit en fausse flexibilité des cadres de travail et dans des formes organisationnelles restreintes pour les acteurs qui survivent dans un contexte de vulnérabilité et d'exclusion?

On considère que les possibilités logistiques et le stock de connaissances qui se vérifient dans le milieu métropolitain, donnent une base à un nouvel axe de participation des micros et petites entreprises urbaines et des coopératives populaires. Issues des communautés et du secteur de l'économie populaire et solidaire, elles montrent l'émergence d'un nouveau travailleur entrepreneur. Un type de travailleur qui s'organise de façon autonome, associée ou coopérative, formellement ou non et qui peut agir à contre-courant de la précarité usuelle des formes de micros-entreprises dans nos villes. Pour que cela ait lieu, il faut une coopération sociale et productive ce qui suggère la réflexion sur des travailleurs chefs d'entreprise dans des réseaux de micros-entreprises, d'associations et de coopératives dans les nouvelles dynamiques de l'espace urbain.

Il est donc fondamental de construire un nouveau volet de recherche dont l'objectif immédiat est de souligner les potentialités présentes sur le territoire pour une nouvelle approche des politiques de génération de travail et de revenu qui donnerait une nouvelle direction au développement urbain. L'enquête sur le thème des nouvelles formes de travail nées d'entreprises solidaires et populaires articulées en réseaux, présente des enjeux théoriques et pratiques. A partir de l'accent mis sur la connexion entre les mutations dans le travail et la coopération sur le territoire, on a une indication de la construction d'entreprises solidaires à la ville et à la campagne, mais avec une distinction pour les régions métropolitaines. Nous sommes face à des opportunités de réflexion sur la construction de stratégies et de sphères publiques, de formation professionnelle de réinsertion et sur la constitution du nouveau travailleur chef d'entreprise. Il s'agit de trouver dans des découpages spatiaux déterminés, les critères nécessaires à un processus vertueux de restructuration à partir des identités, des particularités culturelles et des logiques de coopération communautaires. Pourtant, de façon générale, les lieux ne rencontrent d'issues dans le contexte de la transition que lorsqu'ils occupent le domaine des flux économiques.

Les agendas et actions locales se convertissent seulement en questions capables de faire avancer des stratégies durables quand des processus endogènes (au dedans

des lieux) prennent en compte la faiblesse des moyens matériels, financiers et informationnels. Rompre avec les barrières du lieu, pour mieux exploiter ses potentialités, est le mode de réponse le plus réussi obtenu par les travailleurs indépendants. Les différents systèmes municipaux d'emploi, les agences de développement local et les programmes spéciaux visant les bases d'occupation urbaine, composent un ensemble de réponses partielles aux conflits nés pendant la crise et la restructuration des contextes urbains métropolitains. La dynamique du précaire territorialisé avec ses interactions horizontales, doit se constituer en fondement coopératif capable d'interagir et de s'allier au potentiel du travailleur intellectuel collectif, car tous deux sont placés face à des risques et dilemmes qui exigent une forte connexion pour tirer des conséquences positives de leur indépendance forcée. Cette duplicité met à l'ordre du jour l'unification de la personne de ce travailleur, son association comme condition de désaliénation et émancipation dans les réseaux sociaux et productifs, territoriaux et communicationnels. Mais le choix de cette recomposition ne peut se faire que par la voie politique d'élargissement et de renforcement de la citoyenneté et de la démocratie sur les territoires et les réseaux, en inversant les flux et en s'appropriant les fixes.

Les réseaux de l'économie solidaire

Les réseaux émergents de coopératisme et d'associativisme tournés vers l'économie solidaire et populaire, indiquent déjà d'autres formats de politiques publiques qui visent à disputer les axes des flux de l'économie dominante, avec leurs différents impacts sur l'espace urbain municipal, régional, étatique, fédératif et mondial. La réflexion sur le secteur de l'économie populaire s'articule avec une conception de l'organisation en réseau, tel l'exemple de formation des coopératives populaires au Brésil.

Le processus de qualification et l'engagement d'acteurs diffus dans le territoire, face à des flux verticaux de production, consommation et distribution, ne peut avoir lieu qu'en rendant disponibles outils et connaissances sur une nouvelle conception de l'infrastructure ou dans une perception plus fine de la logistique vers l'intégration et l'éveil

des potentialités et vers l'exploitation de chances pour la construction d'initiatives et leur association en réseaux. Cela impliquera toujours une exigence de degrés élevés d'échelle, d'accès et de flexibilité pour répondre à des contextes d'information et d'investissements nécessaires afin de modifier les limites fixées par le modèle compétitif dominant. Un projet d'économie solidaire et populaire qui engagerait aussi bien des travailleurs chassés d'une industrie en crise que des travailleurs indépendants présents dans l'espace urbain, requiert la construction d'un nouveau milieu socio-technique dont les premières manifestations sont les incubatrices universitaires et les cours de formation coopératiste alliés à une qualification professionnelle dans des principes de gestion. Ces changements de cadre institutionnel et d'actions socio-techniques affectent les agences de développement et les gouvernements qui reformulent leurs orientations.

La centralité de la question informationnelle communicationnelle, la dimension des connaissances et les diverses formes de capital sont distribuées de façon inégale, quoique diffuses dans l'espace métropolitain, de telle sorte que la contiguïté physique et les ressources immatérielles et symboliques ne peuvent être mises à profit que par des alliances avec d'autres acteurs et avec l'engagement de l'Etat. Il s'agit d'une question qui échappe au modèle localiste, voire institutionnaliste, des stratégies d'appropriation des nouvelles possibilités de la révolution informationnelle et également des géographies économiques qui associent les flux matériels et virtuels, les instruments informationnels et les ressources financières. Pour ce qui est des liens avec la question territoriale, nous remarquons donc que :

1. L'apprentissage dans la construction des réseaux de coopération horizontale est devenu une condition de la mise à profit du capital social présent dans les localités ; Ce dernier doit construire ses interfaces productives avec les flux et la fluidité des processus et des sphères qui échappent à son contrôle.
2. La scène de restructuration et la fausse flexibilité du mode de production capitaliste en périphérie se traduit par ses propres formes conflictuelles et

suit les marques structurelles de l'inégalité de la périphérie semi-industrielle brésilienne.

3. Les formes de financiarisation mondiale et les processus de déplacement des flux par la déréglementation, la perte de droits du travail, la privatisation etc définissent de nouveaux agencements et ordonnancements des relations espace-temps du capital dans les usages du territoire.

Les modes d'appropriation et l'usage de l'espace urbain définissent enfin des tendances contradictoires dans les dynamiques territoriales et dans les formes d'organisation entrepreneuriale. Ce processus devient encore plus complexe quand il est vu sous l'angle des dimensions intangibles et des logiques compétitives qui, affectées par la dynamique de la révolution informationnelle, produisent de nouveaux conditionnements. De nouveaux critères internationaux d'intégration et de nouvelles formes d'exclusion sociale affectent les processus de précarisation en imposant de nouvelles difficultés au travail des chefs de petites et micro-entreprises urbaines et des travailleurs précarisés et vulnérables. On doit répondre à la question sociale de l'exclusion sous l'angle de la thématique de travail, puisqu'on parie sur la redéfinition des sens d'appropriation de l'espace, compte tenu des conflits provoqués par la crise du modèle de développement.

Transformer l'optique des politiques de travail et de revenu : le projet

Ce que nous proposons est de placer au centre des réflexions sur les acteurs sociaux et les agences publiques de soutien, un but de recherche de l'opportunité et des possibilités de construire aujourd'hui des politiques et modèles de formation qui stimuleraient l'apparition du nouveau travailleur entrepreneur associé, considéré comme un professionnel d'entreprise autogestionnaire ou d'une association de travailleurs ou encore comme un chef de micro-entreprise et comme un agent coopératif au sein d'un

ou de plusieurs réseaux. Le profil de ce genre de travailleur définit les contours de la demande à partir de la culture technique, de l'éducation et des agencements publics requis pour les processus de formation et d'apprentissage des secteurs populaires afin d'affronter les enjeux de la crise des modes d'occupation et les formes entrepreneuriales innovatrices.

Un des premiers critères pour concevoir cette transformation est d'identifier, d'une part des réflexions et des politiques orientées vers la modernisation des micro-entreprises, des coopératives populaires et des entreprises d'autogestion et d'autre part, des réflexions et politiques de formation professionnelle qui leur sont reliées.

Il convient ici de s'interroger : les systèmes d'incubation et d'amélioration de qualité, de formation à la gestion etc suivent-ils des paramètres liés à la compétition individualisante ou bien des formes d'articulation, association et coopération dans la direction des réseaux, émergeraient-elles déjà ? Existe-t-il une perception et une identité culturelle de travailleurs qui incluraient leur nouvelle fonction productive et publique ? Quel est l'impact de ces actions sur la chaîne productive ? Quelle est l'articulation existante avec des systèmes et agents institutionnels locaux dans la base territoriale ?

Les nouveaux agencements productifs liés à la crise du modèle des grandes entreprises et de celui des formes rigides de travail, sont à mettre en relation avec divers conditionnements nés de l'apparition des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Les solutions de tertiarisation et de sous-emploi semblent plus des horizons restreints que des chances pour des travailleurs indépendants et des chefs de micros et petites entreprises. Les marchés produits dans un contexte d'informalisation et de précarisation perdent leur capacité d'absorption de nouvelles arrivées de travailleurs demandeurs de possibilités d'emploi dans différents secteurs comme les services à la personne, les travaux domestiques et les modalités variées de petits boulots. Le tertiaire inférieur demeure enflé et la perte de mobilité de l'économie informelle active et renforce les contextes de criminalisation.

Toutefois, la crise « d'échelle », celle des professions typiques de la période tayloriste et fordiste, serait-elle exploitable comme chance de générer des alternatives de travail et de revenu ? Les accumulations techniques et les vocations rencontrées dans les différents territoires peuvent-elles se transmuier en nouveaux modèles occupationnels, distincts des formes de précarisation du travail avec tertiarisation perverse ? L'hypothèse qui guide une interrogation de cette espèce est que les impacts de l'actuelle transition productive renferment un lien avec des possibilités expérimentales et innovatrices du type « troisième Italie ». Jusqu'alors, nous avons établi un découpage orienté vers les chefs de micros et petites entreprises associés, qui s'articulent en réseau de micros et petites entreprises urbaines sur le territoire. La formation d'un nouveau type de travailleur, qui se change en entrepreneur dans sa relation horizontale avec les autres travailleurs, exige une action politique des agents publics et des mouvements sociaux, afin de souligner certains aspects territoriaux, institutionnels et communicationnels, capables de promouvoir un nouvel agencement productif dans des bases coopératives. L'apprentissage des nouvelles technologies de processus et de produits est aussi important que la dimension publique et associative des politiques élévatrices de capital social qui doivent promouvoir des formes institutionnelles et culturelles qui permettraient une coopération plus grande entre ces nouveaux travailleurs.

Les valeurs du nouvel apprentissage technique et productif, qui s'approprie les technologies d'organisation de la production, dépendent du terrain où apparaît cet entrepreneur-travailleur associé. Elles exigent une optique de travail en réseau qui intègre la centralité de la coopération au sens public des nouvelles formes d'accumulation flexible, dans une perspective de valorisation des dimensions de territorialité et d'institutionnalité. Tout cela doit se faire dans un processus qui prendrait en compte les éléments fonctionnels des nouveaux systèmes traduits en pratiques éducatives. La notion de réseaux est liée aux principes d'interactivité, de connectivité et de convertibilité typiques des mutations télématiques. Transformer les éléments

fragmentaires qui naissent de la désagrégation d'anciennes formes d'organisation des entreprises, compte tenu des conditionnements critiques de la globalisation-financiarisation, permet la réutilisation de savoirs, compétences et vocations acquis dans la période fordiste et pouvant être exploités dans divers modèles.

Aussi convient-il de tester la possibilité de développement du modèle du travailleur-entrepreneur associé, intégré à travers des réseaux en territoires. Cela demandera un travail préalable d'identification des conditions vers une reformulation des politiques d'appui aux micros et petites affaires et aux coopératives urbaines et rurales, sans omettre les entreprises d'autogestion issues de situations de faillite. La constitution de politiques et la création d'agences de soutien au projet d'économie solidaire et populaire insistant sur la capacité entrepreneuriale du travail diffus, doivent s'appuyer sur le traitement et la reconversion des flux matériels et immatériels qui traversent déjà le territoire et sur la notion de bassin de connaissances potentiellement articulables, dérivée des parcours sociaux et historiques des populations.